



ROBERT DOSSOU

Former Minister of Foreign Affairs of Benin, former President of the Constitutional Court, President of the African Association of International Law

Mesdames, Messieurs, je réalise le rapport de la commission numéro 3 qui a eu à s'occuper de l'Afrique. Nous n'avons pas pu approfondir les débats, mais les questions essentielles ont été évoquées. Le modérateur que je suis a introduit les débats de cet atelier après avoir souligné le rôle de l'Afrique dans l'économie mondiale, rôle qui fondamentalement n'a pas changé malgré les réformes intervenues tant au niveau du continent lui-même qu'à l'intérieur de chacun des Etats africains et surtout depuis les années 1990 où une nouvelle espérance est arrivée sur l'Afrique.

Dans cette introduction, j'ai terminé par quelques questions autour desquelles les débats ont eu lieu. Nous nous sommes posé la question de savoir si les réformes qui ont été entreprises ici et là, si la lutte contre le terrorisme et la corruption déclenchée ici et là sont appropriées. Ces luttes initiées ont-elles été menées dans les formes de l'efficacité ? Ces luttes permettent-elles à l'Afrique de renforcer son poids sur la scène internationale ? Les sociétés civiles et les *think tanks* jouent-ils leur rôle ? Si oui, les conclusions sont-elles exploitées par les décideurs politiques ?

Après cette introduction, les panélistes ont convenu que les intervenants feraient leur exposé et qu'ensuite ces exposés seraient suivis de débats. Ainsi, ont successivement présenté leur communication Monsieur Sean Cleary, Madame Elisabeth Guigou, Monsieur Cheikh Tidiane Gadio, Monsieur Karim Lotfi Senhadji, Monsieur Pierre M'Pelé, Madame Juliette Tuakli et Madame Aminata Touré.

Des exposés et des débats, nous pouvons retirer les questions ci-après. D'entrée de jeu, il a été souligné que l'Afrique a des atouts, que l'Afrique a fait des progrès et que l'heure n'est pas – je reprends l'expression – à pleurnicher sur l'Afrique ni que l'Afrique elle-même se mette à pleurnicher. A côté des atouts marqués par une progression globale du taux de croissance, des défis restent à relever, qui sont des défis sécuritaires, des défis de communication, d'électricité, de santé et d'investissement et de gouvernance interne et continentale.

Le passé colonial pèse encore à certains égards et la bonne gouvernance appelle la mise en œuvre de meilleures normes. Surtout, il a été souligné que les gouvernements ne peuvent pas tout seuls contribuer au progrès et au développement de chacun des pays africains. Il faut nécessairement la mobilisation de tous : des entreprises publiques, des entreprises privées, des PME, des PMI, de la société civile, des jeunes, des femmes. C'est toute cette mobilisation qui permettra à l'Afrique de relever ce défi.

Lorsque nous alignons les problèmes de l'Afrique, nous constatons qu'en réalité, la plupart de ces problèmes, à l'exception de quelques spécificités, sont des problèmes globaux qui sont communs à la terre entière. Si nous prenons la question du climat, nous partageons cette question avec d'autres continents. Si nous prenons la question des migrations, nous partageons cela particulièrement avec l'Europe. Ainsi, un intervenant a souligné que ces défis communs réclament des solutions communes. Par exemple, nous pouvons créer l'axe Afrique Méditerranée Europe. L'expression utilisée par le président de la République française, Monsieur Macron, a même été utilisée : « arrimer les deux continents ».

Cela a débouché sur quelques propositions sur cette rubrique. La plus importante est de syndiquer les *think tanks* de l'Europe et les *think tanks* de l'Afrique, de les mettre en réseau. Ces *think tanks* peuvent même, sur des sujets spécifiques, créer des commissions de travail qui dégagent, sur des sujets concrets, des solutions à remettre aussi bien au secteur public qu'au secteur privé. Dans la même dynamique, il a été souligné que la diaspora africaine qui est basée en Europe aujourd'hui peut, sur le plan de l'investissement, être particulièrement utile.

Parallèlement, cette affirmation a été complétée par une autre. Il a été relevé que l'Afrique n'a pas un très grand poids dans le commerce mondial et qu'en conséquence, la contradiction qui se confirme entre la Chine et les États-Unis d'Amérique n'a pas un très grand impact. Par ailleurs, la conférence de Bandung de 1955 avait déjà créé un lien afro-

asiatique. Cela fait que l'Afrique aujourd'hui peut aussi bien commercer avec les Etats-Unis d'Amérique qu'avec la Chine et que cela ne peut pas être un élément dirimant.

Cependant, les faiblesses de l'Afrique reposent aussi sur la faiblesse de l'Etat. Les faiblesses structurelles de l'Etat se sont retrouvées accentuées par le terrorisme et le djihadisme d'aujourd'hui. Presque tous les intervenants ont dit un mot sur cette question du djihadisme. Ce qui a été le plus souligné est que lorsque nous analysons le djihadisme, nous aboutissons à cette conclusion que cela ne se limite pas à la simple question du Sahel. L'expression a même été utilisée qu'il faut « désahéliser » la crise sécuritaire, que la menace est une menace globale. En effet, aujourd'hui, le djihadisme est centralisé sur le continent africain dans le Sahel, mais la pression du djihadisme sur un pays comme le Burkina Faso montre qu'il y a une recherche pour atteindre la mer. Après le Burkina Faso, il y aura le Bénin et le djihadisme se retrouvera sur la côte Atlantique. Cela va accélérer un certain nombre de phénomènes dommageables. Il faut nécessairement « désahéliser » et considérer le phénomène du djihadisme aujourd'hui – certains l'ont souligné dans notre atelier – comme une troisième guerre mondiale qui ne dit pas son nom, une guerre asymétrique, mais une guerre tout de même. Il convient de s'en prendre aux fabricants d'armes, au commerce des armes de guerre. Il faut rechercher si derrière le djihadisme, il n'y a pas d'Etat qui les soutienne ou qui les tolère. Le silence demeure total sur ce sujet. Dans les résolutions de l'Union africaine, le problème des armes ne prend pas l'importance que cette question devrait avoir dans les préoccupations. D'autres trafics accompagnent le djihadisme, avec le narcotrafic, avec des « narco-Etats » - cette expression a été utilisée. Il a été suggéré que tous ceux qui luttent contre le terrorisme se coalisent comme on le fait dans une guerre. La faiblesse des équipements et des financements des Etats qui sont aujourd'hui envahis par le terrorisme doit être compensée par la force des Etats qui ont les moyens de l'équipement. Quand nous analysons la MINUSMA, elle manque cruellement de moyens. Le G5 Sahel n'a pas les moyens qu'il faut pour combattre complètement le djihadisme et nous consacrons que les terroristes sont souvent mieux équipés que les diverses armées nationales. En conséquence, ce problème constitue un problème fondamental et global.

En outre, il a été souligné que les efforts engagés au niveau du continent africain dans le sens de l'intégration que ces efforts sont insuffisants, montrent qu'il faudrait viser la constitution des Etats-Unis d'Afrique, reprenant ici la vieille thèse des années 60 de Kwame Nkrumah et certaines thèses de Cheikh Anta Diop. La recommandation ferme est qu'aujourd'hui les choses ont changé. Les Nations Unies, tel que cela fonctionne jusqu'ici, se trouvent dépassées. Il faut à l'Afrique au moins un siège au Conseil de sécurité.

Un autre défi de l'Afrique, c'est l'agriculture. L'Afrique doit s'autosuffire. Cela a été abondamment abordé. L'Afrique doit nécessairement porter son attention sur l'agriculture. Cependant, l'agriculture seule ne suffira pas. Une industrialisation est essentielle et, éventuellement, il convient de revoir le cadre juridique des investissements en Afrique. Dans le secteur de l'agriculture, l'Afrique est sommée de s'engager davantage dans la recherche agronomique. Des universités africaines doivent être dédiées à cela et coopérer dans cette direction. Elles doivent augmenter leurs coopérations avec d'autres universités ailleurs. L'accent par rapport à l'agriculture doit être mis sur la jeunesse et sur le genre.

La question de la santé a été également soulignée. Une illustration a été donnée. Lorsqu'une épidémie d'Ebola est survenue en République démocratique du Congo, en quelques jours, sinon quelques heures, du matériel, des médicaments, du personnel médical, ont débarqué très rapidement en RDC. Une mobilisation générale a été engagée d'une manière rapide et efficace pour éradiquer l'Ebola. Pourquoi ? Parce que l'Ebola est contagieux. Si nous comparons les recherches et l'investissement réalisés dans le domaine d'Ebola par rapport aux recherches et aux investissements faits dans un secteur comme la drépanocytose, nous nous rendons compte que les pays développés sont intéressés par l'Ebola, mais pas du tout par la drépanocytose parce que la drépanocytose survient à travers plusieurs générations de population ayant vécu sous les tropiques. Ceux qui vivent en climat tempéré ne courent aucun risque. A cause de cela, un effort national également dans ce secteur de santé doit être entrepris. Nous constatons aujourd'hui que les Etats africains se sont engagés à consacrer tous les ans 15 % de leur budget au domaine de la santé. Mais très peu d'Etats l'ont fait. L'Etat qui a donné le meilleur exemple est l'Ethiopie, qui a mis une vingtaine d'années pour réussir son programme parce que ce programme stratégique n'a été contredit par aucun des premiers ministres, aucun des gouvernements qui se sont succédé pendant 20 ans à la tête de l'Ethiopie, alors qu'ailleurs, nous constatons que dès qu'un nouveau gouvernement arrive, il modifie la lancée sur laquelle le gouvernement précédent était. Il y a une rupture et la progression ne peut pas atteindre les objectifs fixés au départ. C'est une recommandation aux gouvernements africains.

Ainsi, il a été souligné durant cet atelier que les gouvernements africains doivent améliorer leur gouvernance. Le leadership doit être revu et corrigé. Sur chaque domaine, les Africains eux-mêmes doivent concevoir ce qu'ils veulent et doivent dire ce qu'ils veulent pour que les assistances et les investissements puissent être efficaces. Il faut qu'eux-mêmes le veuillent, qu'ils étudient.

Il a été noté que la presse internationale ne fait état que de ce qui ne marche pas en Afrique et que ce qui marche est ignoré. Or il faut aussi que ce qui est positif, ce qui fonctionne, soit su et échangé au niveau du MAEP, transformé désormais en agence de développement par l'Union africaine. Cela avait très bien démarré, mais ces dernières années, le mécanisme d'évaluation par les pairs piétine un peu. Les Etats qui ont adhéré se regroupent sur la base de rapports établis par des experts dans tous les domaines. Ces rapports sont présentés et chaque Etat dit ce qu'il a fait de bien dans le secteur où son état voisin est faible. Un échange de bonnes pratiques a alors lieu.

Par-dessus tout, la question de la corruption émerge, qui n'est pas propre à l'Afrique. Il a été souligné que l'Afrique n'est pas la seule à subir la corruption. La corruption freine tous les secteurs de développement, qu'il s'agisse de l'agriculture, de la santé, de l'éducation. La lutte doit être menée contre la corruption, tout en veillant à ce que cela ne devienne pas un instrument pour éliminer les opposants politiques. Il faut nécessairement des institutions solides, que la gouvernance devienne normale, que les élections se déroulent à date précise et à date convenue, parce que tous ces dysfonctionnements et cette faiblesse structurelle favorisent les dérives et même le terrorisme à cet égard.

En conséquence, nous avons beaucoup de choses à débattre au cours de cet atelier et nous regrettons de ne pas avoir pu les approfondir, d'autant que le temps imparti avait été amputé de près d'une heure par la plénière 12. Les panélistes ont émis le vœu qu'à la prochaine World Policy Conference, l'Afrique soit inscrite à l'ordre du jour d'une séance plénière. Voilà ce que j'ai pu rapporter de ce que nous avons discuté, tout en exprimant que nous n'avons pas pu échanger aussi pleinement que nous aurions voulu. Je vous remercie.